

Huit Mars 2017 : MASSACRE DE 40 ADOLESCENTES DANS UNE MAISON D'ACCUEIL DU GOUVERNEMENT AU GUATEMALA

Gérard Lutte répond aux questions de Geraldina Colotti du quotidien italien "Il Manifesto" le 16 mars 2017. Ses réponses ont servi à rédiger l'article de Geraldina « Rogo di Stato » publié le 21 mars 2017.

1.- Que s'est-il passé dans la maison d'accueil « Hogar Seguro Vergen de la Ascunción » ?

Guatemala vit des jours de tristesse, de colère, de révolte, causées par le massacre de 40 adolescentes, dans une institution de l'Etat appelée « hogar seguro » (maison d'accueil sûre) « Notre-Dame de l'Assomption ».

Huit jours après le massacre, nous avons des informations suffisantes et fiables (les journaux télématiques « Nomada », « plaza pública », « el periodico » et témoignages de jeunes qui ont vécu dans cette institution) pour essayer d'ébaucher un scénario vraisemblable de ce qui s'est passé le 8 Mars. Dans cette maison d'accueil vivaient des orphelins ou des enfants abandonnés, vivant dans la rue pour avoir fui leur maison où ils avaient subi des mauvais traitements et des violences sexuelles.

Parfois, c'étaient les parents eux-mêmes qui envoyaient leurs enfants, handicapés ou rebelles, dans cette institution parce qu'ils n'arrivaient pas à offrir de réponses adaptées à leurs besoins. Des juges ont envoyé dans cette maison d'accueil des adolescents condamnés pour avoir commis des délits. Tous provenaient de familles pauvres, souvent désintégréées.

Ils avaient besoin de respect, d'attention, de tendresse, d'éducation appropriée et de soutien psychologique. Ces enfants avaient besoins de maisons d'accueil de petites dimensions.

Au lieu de cela, le gouvernement a construit une maison pour 500 mineurs où vivaient plus de 700 personnes dans des conditions inhumaines où leurs droits étaient constamment violés.

L'après-midi du 7 Mars, des adolescentes de la section « Mi Hogar », qui avaient subi des violences sexuelles, se sont rebellées contre les mauvais traitements et la nourriture insuffisante et souvent avariée. Elles ont demandé le soutien des garçons d'une autre section.

Effrayé face à cette rébellion, le personnel a ouvert les portes invitant les adolescents à s'enfuir de la maison d'accueil. Une soixantaine de filles et de garçons ont pris la fuite et se sont cachés dans les ravins et dans les bois

environnants.

Le Président de la République a été immédiatement averti de ce qui se passait dans l'institut, qui dépend du Secrétariat de la protection sociale de la présidence, et a ordonné à la police de rétablir l'ordre et de ramener les fuyards.

La police a réussi à capturer la moitié de ces adolescents et selon des témoignages, les a maltraités et insultés. A dix heures du soir, ces jeunes ont été amenés à l'entrée de l'institution, mais les autorités présentes ont refusé de les faire entrer. C'est seulement à une heure du matin le 8 Mars qu'on leurs a ouvert les portes.

Les garçons et les filles ne sont pas allés dans leurs chambres. Les filles ont été enfermées dans une pièce d'environ 16 mètres carrés, sans toilettes, et les garçons ont été amenés dans l'auditoire.

On leurs a donné des matelas. C'est la police, pour les filles des femmes policières, et non le personnel de l'institution qui les gardaient.

A sept heures du matin, une collation leur a été donnée. Cependant on ne leur permettait pas d'aller aux toilettes et parce qu'elles insistaient les policières leur ont dit « qu'elles crèvent » ! Les filles se sont à nouveau révoltées en brisant les vitres. Selon le témoignage de trois survivantes, une adolescente a mis un matelas contre un châssis et y a mis le feu. Le matelas est tombé sur les autres et le feu s'est rapidement propagé portant la température à 900 degrés.

En entendant les appels au secours de leurs compagnes, les garçons ont réussi à ouvrir la porte et ont accouru pour les aider, mais les policiers les ont repoussés avec violence. Les policières ne bougeaient pas de leur place et insultaient les filles en disant "que ces misérables souffrent, si elles sont assez courageuses pour s'enfuir, qu'elles aient le même courage pour supporter la douleur " !

Une autre survivante raconte qu'elle s'était évanouie et que lorsqu'elle se réveilla, la porte était ouverte et elle se trouvait avec la moitié du corps à l'extérieur et la tête à l'intérieur. Elle se leva avec difficulté parce qu'elle était brûlée et elle suffoquait tandis qu'une policière la frappait. Elle se souvient que ses compagnes criaient « au secours ».

19 adolescentes sont mortes carbonisées dans cette classe et les 21 autres dans les hôpitaux de la capitale les jours suivants. Ce nombre pourrait encore augmenter.

La plupart des enfants et des jeunes de cette institution ont été transférées à d'autres maisons d'accueil du gouvernement.

Les parents et les proches des victimes n'ont pas été avertis, ils n'ont pas

reçu les informations demandées et beaucoup d'entre eux sont toujours à la recherche de leurs enfants. Contrairement à la promesse du secrétaire de la "Secretaría de Bienestar Social", ils n'ont reçu aucune aide pour les funérailles de leurs filles.

Le Président de la République n'a pas eu le temps de venir sur les lieux du drame et s'est limité à proclamer un inutile et offensant deuil national de trois jours.

2.- On pourrait dire qu'il s'agit d'un massacre. Comment expliquer une tragédie d'une telle gravité ?

Je vais essayer de répondre à cette question en parlant de ce qu'il se passait dans la maison d'accueil avant le drame et des conditions de vie des jeunes dans ce pays.

Ce fut une tragédie annoncée. Beaucoup savaient que cette institution ne convenait aucunement aux mineurs d'âge qui y vivaient depuis que le général Otto Perez Molina est devenu président du Guatemala en 2012, et que la situation ne s'est pas améliorée avec l'actuel président Jimmy Morales. Il y avait déjà eu 45 plaintes contre la maison d'accueil « Virgen de la Asunción ».

Le Procureur des Droits humains, le Procureur Général de la Nation, le Conseil National de l'Adoption, le Ministère Public, l'Institut National des Sciences Judiciaires et l'UNICEF avaient dénoncé les conditions inacceptables et inhumaines dans lesquelles vivaient les mineurs, et certains avaient demandé ou recommandé la fermeture de l'institution.

Le 12 Décembre 2016, un tribunal pour l'Enfance et l'Adolescence, a condamné l'Etat guatémaltèque pour les violations commises contre les droits des mineurs qui vivaient dans cette maison d'accueil. Le responsable du Secrétariat du Bien-être Social, au lieu d'exécuter les ordres de la cour, a bloqué les jugements en interposant un appel.

L'avocate Paula Barrios, directrice de l'institution des « Femmes Transformant le Monde », a dénoncé la disparition de 200 filles entre 2012 et 2016 et a demandé la fermeture de la maison d'accueil.

Les délits contre les bébés, les fillettes, les petits garçons et les adolescents est une liste d'horreur inimaginable : maltraitance physique et psychologique, alimentation insuffisante et souvent avariée, violences

physiques et viols, traite de mineurs d'âge destinées à la prostitution, des centaines de disparitions, trafic de drogues et torture. Je me limite à citer les délits dénoncés par les organismes reconnus. Je ne fais pas mention des accusations bien plus graves encore qui circulent dans les réseaux sociaux. Il appartient à la justice d'enquêter et de juger les auteurs.

Certains délinquants ont déjà été jugés et condamnés: un enseignant parce qu'il forçait tous les garçons de 11 à 13 ans à se déshabiller et à faire du sexe "oral" pour avoir la permission de quitter la salle de cour; un maçon qui a violé une fille handicapée,...

3. Où en est l'enquête de la magistrature sur la tragédie du 8 Mars ?

Les enquêtes ont commencé rapidement avec une équipe de 16 juges d'instruction spécialisés dans les délits tels que le féminicide, les crimes contre les mineurs, la torture, la traite des êtres humains et les crimes contre la vie.

Le procureur a demandé à l'INACIF, organisme officiel chargé des autopsies, de faire des analyses afin de déterminer si les filles carbonisées avaient été droguées et violées.

Le 13 mars des policiers ont arrêté et mis en prison, en attente de procès, les deux dirigeants du Secrétariat pour le Bien-être Social de la Présidence et le directeur de la maison d'accueil "Virgen de la Asunción". Ils sont accusés d'homicide coupable, de non accomplissement de leurs devoirs et de mauvais traitements contre des mineurs.

Le 15 Mars, le président Jimmy Morales, a été de nócé pour torture, exécution extrajudiciaire, abus de pouvoir et de violation des droits par les députés Sandra Moran et Leocadio Juracán, du parti Convergencia.

4. - Quelle est la politique du gouvernement pour les mineurs ?

Il n'y a pas de vraie politique pour l'enfance et l'adolescence. Il n'y a pas d'argent pour la réaliser, parce que le gouvernement et le Parlement refusent d'augmenter les impôts et en exemptent souvent les plus riches. Dans les jours qui ont suivi l'incendie criminel du 8mars, la majorité du Parlement a

voté une réduction des impôts pour les propriétaires fonciers et les éleveurs de bétail, les secteurs les plus réactionnaires de l'oligarchie.

Le Guatemala est en Amérique, le pays avec les impôts les plus bas.

La grande majorité de la population vit dans la pauvreté et beaucoup dans la misère. Beaucoup d'enfants sont sous-alimentés et il y en a même qui meurent de faim; Beaucoup de jeunes ne disposent pas d'une éducation suffisante et d'un travail décent, ils se réfugient dans la drogue ou font partie de bandes violentes.

La politique envers les jeunes, c'est souvent l'agression et la répression au lieu de la prévention et de l'accompagnement. Rappelons qu'il y a en moyenne 15 assassinats par jour, dont sont victimes en majorité les jeunes. Il n'y a pas de subventions pour les associations privées comme le Mojoca travaillant avec ces filles et ces garçons.

5. Après le printemps « guatémaltèque » quelle est la situation politique au Guatemala?

En Avril 2015, a débuté le " printemps guatémaltèque ", habilement provoqué par l'ambassade des États-Unis pour réaliser le pacte de prospérité dans le triangle nord (Guatemala, El Salvador et Honduras) dans le but de créer des emplois pour contenir les migrations de masse vers son pays. La "Comisión Internacional Contra la Impunidad en Guatemala" CICIG, organe de l'ONU, dirigé par le juge colombien Iván Velázquez, et le ministère public, administré par le procureur général Thelma Aldana, ont joué un rôle important en dénonçant la corruption du pouvoir en place.

Les réseaux sociaux, en diffusant ces dénonciations, ont réussi à mobiliser des milliers de personnes, en particulier les classes moyennes urbaines qui ont obtenu la démission, l'arrestation et l'emprisonnement du président, le général Otto Perez Molina, de la vice-présidente, Roxana Baldetti Elías et d'autres fonctionnaires ainsi que plusieurs entrepreneurs complices. Ce fut un coup dur au pouvoir oligarchique et mafieux qui domine le pays. La situation s'est détériorée ces derniers mois.

Je cite un article du professeur Mario Sosa sur le conflit qui oppose les forces sociales et politiques à propos de la réforme de la constitution. Il décrit trois pôles ou convergences de ces forces qui se regroupent autour d'intérêts opposés.

Il y a le pouvoir qui depuis des siècles domine le pays, le pouvoir oligarchique, mafieux, raciste, dominé par le CACIF (coordination de différents secteurs des grandes entreprises). Dans ce groupe on retrouve également des associations d'anciens militaires qui ont participé au génocide dans les années 80 et d'autres organisations criminelles telles que les trafiquants de drogue, les escadrons de la mort, etc.

Ils reçoivent souvent le soutien d'entreprises multinationales.

C'est ce groupe qui a amené à la présidence du pays le général Otto Pérez Molina, l'actuel président Jimmy Morales et leur parti, le "Partido Patriota", et maintenant le parti "FCN-Nación".

Le deuxième pôle, celui de la droite modérée réformiste, est chapeauté par l'ambassade des États-Unis avec la coopération de la CICIG, du ministère public, du Procureur pour les Droits de l'Homme, du ministre de l'Intérieur et le Bureau des Impôts.

Ce groupe a perdu une partie de son pouvoir après l'élection de Jimmy Morales comme Président de la République, avec la majorité des députés qui contrôle le Parlement, députés des partis mafieux comme le Partido Patriota d'Otto Pérez Molina, le Partido Líder de Manuel Baldizón et alliés d'autres partis de droite. De cette façon, ils ont réussi à élire le président et le conseil de direction du Parlement qui soutiennent la politique gouvernementale.

Sosa appelle la troisième convergence le pôle populaire, multi-ethnique et multisectorielle. Dans cette convergence, nous trouvons de nombreux groupes hétérogènes, des associations de défense des droits de l'homme, les associations autochtones, éducatives, syndicales, féministes, des fondations, des ONG. Dans cette convergence, émergent le « Gran Consejo de Autoridades Ancestrales » et l'Assemblée sociale et Populaire, créé à l'Université de San Carlos pour coordonner les associations qui ont participé au printemps guatémaltèque, avec le projet de lancer une réforme radicale de l'Etat.

Ces groupes ont échoué à s'unir et à s'organiser afin d'exercer une influence au niveau national.

Dans la tragédie atroce du massacre des adolescentes de la maison d'accueil de l'Etat, ces trois groupes de pouvoir s'opposent encore une fois.

Le pôle mafieux, responsable du massacre, le groupe réformiste qui par le ministère public cherche à découvrir et punir les coupables, le pôle populaire qui demande justice et une réforme radicale de la politique pour l'enfance et l'adolescence, mais d'une manière désorganisée et peu efficace.

Plusieurs groupes convoquent des réunions et des manifestations, mais il n'y a pas de coordination entre toutes ces associations.

En Belgique, en 1996, un cas plus limité, celui d'un pédophile qui a enlevé et assassiné quelques filles, a provoqué une réaction massive et une marche de plus de trois cent mille personnes dans la capitale; Je voudrais une mobilisation de cette ampleur dans ce pays que j'aime et auquel je m'identifie.

6. Comment le MOJOCA a-t-il réagi face au massacre de tant d'adolescentes?

Les réactions des jeunes du Mojoca ont été très intenses, faites de stupeur, de colère, de tristesse, parce que les adolescentes brûlées vives étaient leurs compagnes. Ils vivaient dans les mêmes milieux, avaient subi les mêmes problèmes de maltraitance, de pauvreté et d'exclusion.

Dans cet enfer, il y avait des jeunes qui avaient vécu dans la rue.

Madelyn, 15 ans, avec sa sœur, faisait partie du Mojoca. Elles ont vécu dans la maison du 8 Mars et ont été réinsérées dans leur famille. Puis, par malheur, un juge les a confiées à la « maison d'accueil maudite » où Madelyn, la plus grande, a été brûlée vive.

Jacqueline, 15 ans, s'est enfuie sept fois de ce lieu de mort et, heureusement, elle s'est réconciliée à temps avec sa grand-mère avec laquelle elle vivait au moment de l'incendie. Elle faisait partie de «Mi Hogar», la section où a commencé la protestation des adolescentes qui ont eu le courage de se rebeller contre leurs bourreaux.

La rue peut être violente quand les policiers frappent, quand les tueurs a gages les élimine, mais dans des groupes des rues les filles et les garçons trouvent une famille qui les protège, les soutient et les respecte.

Le Mojoca est un mouvement dirigé par les filles et les garçons qui vivent ou ont vécu dans la rue. Sa méthode éducative est basée sur l'amitié, le respect de leur dignité et de leur liberté. Au Mojoca, les filles et les garçons s'organisent pour défendre leurs droits, améliorer la qualité de leurs vies, contribuer à la construction d'une société plus juste et fraternelle. Les enfants et les adolescents, filles et garçons, trouvent un soutien pour réaliser leurs rêves et beaucoup ont déjà réussi à quitter la rue et se sont intégrés dans la société.

Le Mojoca participe au Mouvement Populaire Guatémaltèque et International. Il participe aux manifestations contre le féminicide du 8 Mars. Le 21 Mars, dans notre centre éducatif, nous nous souvenons des morts causées par les mafias et en particulier, des adolescentes assassinées alors que dans la capitale, des milliers de personnes et d'associations manifestaient pour

revendiquer les droits des femmes. Nous continuerons à lutter pour qu'il n'y ait plus de massacres d'adolescentes qui nous rappellent les horreurs du génocide.

Nous ne voulons plus jamais voir des photos de piles de cadavres qui nous ramènent à la mémoire les horreurs des camps d'extermination nazis dans l'Allemagne au temps d'Hitler.

Nous voulons des images de joie, de fête, d'amitié entre toutes les personnes au Guatemala et dans le monde entier.

BIBLIOGRAPHIE

Arriaza Claudia Méndez (2017) *Audios y nota completa: una policía le dijo a las niñas que "se aguantaran" el fuego* <https://www.facebook.com/notes/n%C3%B3mada/audios-y-nota-completa-una-polic%C3%ADa-le-dijo-a-las->

Castañeda José Miguel (2017) *Cámaras de seguridad de Hogar Seguro no funcionaban* http://www.soy502.com/articulo/camaras-no-registran-incendio-hogar-seguro-63338?utm_

Castañeda José Miguel (2017) *Adolescentes de Hogar Seguro estaban encerradas bajo llave* <http://www.soy502.com/articulo/adolescentes-hogar-seguro-estaban-encerradas-bajo-llave->

CMI-G. (2017). *Presidente de Guatemala denunciado por tortura y otros delitos.* <https://cmiguate.org/presidente-de-guatemala-denunciado-por-tortura-y-otros-delitos/>

Dalmasso Simone (2017). *Rostros de la negligencia.* <https://www.plazapublica.com.gt/content/rostros-de-la-negligencia>

El Periódico. (2017). *Funcionarios de Bienestar Social son capturados por homicidio culposo* <http://elperiodico.com.gt/pais/2017/03/14/nota-1-22/>

Estrada Tobar, J. (2017). *5 beneficios del derecho indígena para los mestizos.* <https://nomada.gt/5-beneficios-del-derecho-indigena-para-los-mestizos/>

Estrada Tobar, J. (2017). *Jimmy, su nuevo funcionario y su pelea con PDH-MP-CICIG.* <https://nomada.gt/jimmy-su-nuevo-funcionario-y-su-pelea-con-pdh-mp-cicig/>

Jody García (2017) *El primer velorio (y todas las preguntas sin respuesta) #NosFaltan36* <https://nomada.gt/el-primer-velorio-y-todas-las-preguntas-sin-respuesta-nosfaltan36/>

La Hora. (2017), *Internacional* <http://lahora.gt/seccion/internacionales/>

La Hora. (2017). *Mingob realiza una investigación interna por incendio.* <http://lahora.gt/mingob-realiza-una-investigacion-interna-incendio/>

La Hora (2017) *Mingob realiza una investigación interna por incendio* <http://lahora.gt/mingob-realiza-una-investigacion-interna-incendio/>

La Hora (2017) *Las 40 niñas violentadas que murieron carbonizadas el 8 de marzo* <http://lahora.gt/las-40-ninas-violentadas-murieron-carbonizadas-8-marzo/>

López Vicente, J. D. (2017). *No fue el fuego, fue la negligencia.* <https://www.plazapublica.com.gt/content/no-fue-el-fuego-fue-la-negligencia>

Martínez-Amador, D. (2017). *El diablo está en los detalles.* <https://www.plazapublica.com.gt/content/el-diablo-esta-en-los-detalles#BlogPzP>

Méndez Marta (2017) *“No eran calladitas y eso no les gustó. Defendieron sus derechos y el Estado las quemó”* <https://www.plazapublica.com.gt/content/no-eran-calladitas-y-eso-no-les-gusto-defendieron-sus-derechos-y-el-estado-las-quemo>

Nómada. (2017). *Estos testimonios apuntan a un crimen de Estado*.
<https://nomada.gt/estos-testimonios-apuntan-a-un-crimen-de-estado/>

Olmstead, G. (2017). *Cómo se viven 8 días de buscar a una niña en Guatemala*.
<https://nomada.gt/como-se-viven-8-dias-de-buscar-a-una-nina-en-guatemala/>

Quintela Babio, C. (2017). *Las mujeres pararon y el tiempo se detuvo*.
<https://www.plazapublica.com.gt/content/las-mujeres-pararon-y-el-tiempo-se-detuvo>

Redacción Crónica (2017) *Bancada oficial intenta desviar atención de Tragedia en el Congreso* <http://cronica.gt/bancada-oficial-intenta-desviar-atencion-de-tragedia-en-el-congreso/>

Redacción Crónica. (2017). *Bancada oficial intenta desviar atención de Tragedia en el Congreso*. <http://cronica.gt/bancada-oficial-intenta-desviar-atencion-de-tragedia-en-el-congreso/>

Samayoa, O. (2017). *La crisis del modelo conservador*.
<https://www.plazapublica.com.gt/content/la-tesis-del-modelo-conservador>

Sosa Mario, M. (2017). *La disputa por las reformas constitucionales en Guatemala*.
<https://www.plazapublica.com.gt/content/la-disputa-por-las-reformas-constitucionales-en-guatemala>

Suncar Joel (2017) *Surgen nuevas revelaciones de abusos en Hogar Seguro*
<https://www.publinews.gt/gt/noticias/guatemala/2017/03/16/surgen-nuevas-revelaciones-abusos-hogar-seguro.html>

Tejeda Silvia (2017) *Por qué no las auxiliaron*
<http://elperiodico.com.gt/opinion/2017/03/10/por-que-no-las-auxiliaron/>

Tzul Gladys (2017) *Autoridades indígenas: no venimos a limosnear*
<https://nomada.gt/autoridades-indigenas-no-venimos-a-limosnear/>

Tzul, Gladys. (2017). *Autoridades indígenas: No venimos a limosnear*.
<https://nomada.gt/autoridades-indigenas-no-venimos-a-limosnear/>

Woltke, G. & Rodríguez, M. (2017). *Las razones de las niñas para amotinarse en el Hogar Seguro*. <https://www.facebook.com/notes/n%C3%B3mada/las-razones-de-las-ni%C3%B1as-para-amotinarse-en-el-hogar-seguro/1127265157383218>

REMERCIEMENTS

J'ai pu répondre aux questions de Geraldina Colotti grâce à la collaboration

de Claudia De Leon, Quenia Guevara, Geovanny De Leon, pour la recherche de l'information et pour la dactylographie du texte en espagnol, Fatima Bravo pour le contrôle de la bibliographie, Nora Habed Lobos pour la traduction en italien et Luca Sicuro pour la révision technique et littéraire, André DeMarque pour la traduction de l'italien au français et Ellen Thyoux pour la dernière révision et pour m'avoir aidé à contrôler et compléter la bibliographie. Enfin, Margaux Smets pour l'ultime contrôle de l'orthographe.

Gérard Lutte